

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2001/29154]

**Emplois de directeurs, de conseillers psycho-pédagogiques, d'auxiliaire social et d'auxiliaires paramédicaux  
dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, à conférer par mutation. — Erratum**

A la liste des emplois à conférer par mutation à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2001 (*Moniteur belge* du 8 mars 2001 2<sup>e</sup> édition, page 7449), il convient de supprimer l'emploi d'auxiliaire social au Centre P.M.S. de la Communauté française à Morlanwelz.

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2001/27154]

**12 JANVIER 2001. — Circulaire relative à la mise en œuvre  
des Commissions consultatives communales d'Aménagement du Territoire**

**I. PRINCIPE**

Le décret du 27 novembre 1997 a sensiblement modifié les règles relatives à la composition et à la procédure d'institution des C.C.A.T.

Parmi ces modifications, il faut épinglez celles-ci :

- l'obligation pour l'autorité communale de décider de renouveler intégralement la composition de la C.C.A.T. dans les trois mois qui suivent la mise en place du nouveau conseil communal;
- l'obligation pour le conseil communal de délibérer dans les deux mois de la fin de l'appel public sur la composition de la commission communale;
- l'imposition d'un nombre de membres en fonction du nombre d'habitants;
- la liberté laissée aux autorités communales d'adjoindre ou non un ou plusieurs suppléants à chaque membre;
- la possibilité pour le Gouvernement wallon d'abroger l'arrêté instituant la C.C.A.T.

Il convient en conséquence de revoir le contenu de la circulaire du 16 août 1993 de manière à la rendre conforme aux nouvelles dispositions de l'article 7 du Code.

**II. COMPOSITION**

**1. Nombre de membres**

Le nombre de membres composant la C.C.A.T. est fonction du chiffre de population de la commune à la date de la délibération communale relative à la composition de la C.C.A.T. Le nombre de membres reste invariable quelle que soit l'évolution de la population en cours de mandature. Toutefois, si l'autorité communale souhaite, en cours de mandature, renouveler intégralement sa commission, le nombre de membres est fonction du nombre d'habitants arrêté au moment de sa délibération.

Une C.C.A.T. est composée de :

- 12 membres pour une population de moins de 10.000 habitants;
- 16 membres pour une population de 10.000 à 20.000 habitants;
- 20 membres pour une population de 20.001 à 40.000 habitants;
- 24 membres pour une population de 40.001 à 80.000 habitants;
- 28 membres pour une population de plus de 80.000 habitants.

**2. Présidence**

La désignation du président se fait par le Conseil communal, par une décision distincte de celle désignant les membres et leurs suppléants. Ces décisions peuvent être actées dans une même délibération. Le président n'est ni un membre ni un suppléant et ne peut en conséquence être repris parmi ceux-ci. Il n'a pas de suppléant.

En cas d'absence du président, c'est le vice-président désigné par les modalités du règlement d'ordre intérieur qui dirige les débats.

**3. Quart communal**

En ce qui concerne le quart communal, l'article 7 dispose que la Commission communale comprend un quart de membres délégués par le Conseil communal et répartis selon une représentation proportionnelle à l'importance de la majorité et de l'opposition au sein du Conseil communal et choisis respectivement par les conseillers communaux de l'une et de l'autre tendance.

En conséquence, les conseillers communaux ne peuvent choisir leurs représentants, membres ou non du Conseil communal, en dehors de la tendance politique à laquelle ils appartiennent. Les délégués du Conseil communal sont assimilés aux conseillers communaux.

Il n'existe que deux tendances au sein du Conseil communal : la majorité et l'opposition.

A l'issue d'un vote, les conseillers communaux de la majorité, d'une part, et de l'opposition, d'autre part, désigneront respectivement leurs représentants. Le Conseil communal entérinera ces décisions. Si l'opposition ne désigne pas ses représentants, la C.C.A.T. est valablement constituée et les sièges restent vacants.

A chaque membre, il est souhaitable d'adjoindre au moins un suppléant.

a. Calcul du quart communal

Le calcul du quart communal s'effectue sans tenir compte du président et se répartit de la façon suivante :

Nombre de membres de la C.C.A.T.	Nombre de conseillers communaux ou de leurs délégués
12	3
16	4
20	5
24	6
28	7

Une simple règle de trois assurera le décompte exact de cette représentation. Lorsque le résultat du calcul est un nombre avec décimales, il convient d'arrondir à l'unité inférieure les valeurs comprises entre 0,01 et 0,49 et à l'unité supérieure les valeurs comprises entre 0,50 et 0,99.

b. Le nombre de membres représentant la majorité dans le quart communal =  

$$\frac{\text{le nbre de c.c. de la majorité}}{\text{le nbre total de c.c.}} \times \text{le nbre de membres représentant le } \frac{1}{4} \text{ communal.}$$

c. Le nombre de membres représentant l'opposition dans le quart communal =  

$$\frac{\text{le nbre de c.c. de l'opposition}}{\text{le nbre total de c.c.}} \times \text{le nbre de membres représentant le } \frac{1}{4} \text{ communal.}$$

Exemple : la commune compte 18.000 habitants, le Conseil communal comprend 25 membres dont 17 membres représentent la majorité et 8 membres représentent l'opposition. Le nombre de membres de la C.C.A.T. est de 16 membres. Outre leurs suppléants éventuels, le quart communal comprendra donc 4 membres et sera composé comme suit

pour la majorité :

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,72 \text{ membres ou 3 membres;}$$

pour l'opposition :

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ membre ou 1 membre.}$$

4. Autres membres

Les autres membres et leurs suppléants éventuels sont choisis parmi les personnes ayant déposé leur candidature dans les délais prévus par l'appel public.

Si le Conseil communal choisit d'adjoindre à chaque membre un ou plusieurs suppléants, ceux-ci doivent représenter si possible le même centre d'intérêt. De plus, le Conseil communal veillera également à classer les suppléants éventuels par ordre hiérarchique de manière à pouvoir identifier le suppléant qui disposera des prérogatives du membre en son absence.

Sur base d'une présentation de l'ensemble des candidats, par un ou plusieurs conseillers communaux en séance publique, le Conseil communal choisit les membres de la commission.

Le Conseil communal doit veiller à reprendre parmi les membres un maximum de personnes qui présentent un lien direct avec la vie locale.

La répartition géographique doit être équilibrée de manière telle que, dans la mesure du possible, toutes les entités géographiques soient représentées.

La représentativité des intérêts économiques, sociaux et environnementaux doit être assurée.

Le Conseil communal peut néanmoins désigner des candidats représentant d'autres intérêts que ceux visés dans le décret.

La détermination des intérêts se fera en fonction des déclarations consignées dans les actes de candidatures.

Si une association désire être représentée, elle peut appuyer une candidature individuelle, faute de quoi le membre représentera le centre d'intérêt mais pas l'association.

Il est souhaitable que l'autorité communale veille à désigner un maximum de candidats en qualité de suppléants de manière à permettre les modifications partielles de composition de la C.C.A.T. (voir chapitre plus loin).

Il faut également préciser qu'un membre ne peut être également suppléant et qu'un candidat ne peut être suppléant que d'un seul membre.

5. Incompatibilité

Le principe général demeure que l'on ne peut participer à l'instruction d'une affaire et à son jugement.

Vu l'intérêt pour la commune de s'entourer de plusieurs avis, il est opportun de distinguer l'avis de la C.C.A.T. de ceux émis par des administrations.

En conséquence, tous les fonctionnaires appelés, dans leur cadre professionnel, à instruire ou à statuer sur les dossiers relatifs à la commune en matière d'Aménagement du Territoire, d'Urbanisme et de Patrimoine ne peuvent être membres de la C.C.A.T.

Ces personnes peuvent toutefois être appelées au titre d'expert par la C.C.A.T. en fonction de l'ordre du jour. Il n'y a donc pas d'expert permanent. Ils ne prennent pas part aux délibérations.

### III. PROCEDURE

#### 1. Institution

##### a. décision du Conseil communal

Le Conseil communal décide d'établir ou de renouveler la C.C.A.T. et charge le collège de lancer un appel public dans le mois de sa décision.

##### b. appel public

###### • délai

Le Collège échevinal lance l'appel public et en détermine le délai. Celui-ci sera suffisant pour permettre de recueillir un maximum de candidatures. Idéalement, ce délai devrait être de minimum trente jours calendrier.

###### • formes de publicité

Le modèle et les dimensions doivent être conformes aux dispositions visées à l'article 7, § 3, 2<sup>e</sup> alinéa du Code. L'avis doit être inséré dans 3 quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information, un journal publicitaire distribué gratuitement à la population ou un site Internet communal, l'avis y est inséré.

###### • actes de candidatures

Les actes de candidatures doivent être adressés par envoi recommandé auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, déposés auprès du Secrétaire communal contre récépissé ou adressés par courrier électronique, dans les délais de l'appel public.

Les candidatures feront mention au minimum du domicile et des intérêts (sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux) que le candidat souhaite représenter.

Le président et les membres représentant le quart communal ne sont pas tenus de déposer leur candidature.

Le secrétaire communal dresse une liste chronologique du dépôt des candidatures, celle-ci sera jointe au dossier lors de la désignation des membres et des suppléants par le Conseil communal.

###### • prolongation de l'appel public

Le délai de l'appel public peut être prolongé. Dans ce cas, l'autorité communale veillera à respecter à nouveau les formalités de publicité prescrites et fera débiter cette prolongation dès la fin de l'appel précédent.

##### c. choix des membres

Le Conseil communal a deux mois à dater de la fin de l'appel public pour choisir les membres.

#### 2. Renouvellement

##### a. après élections

S'il préexiste une C.C.A.T., le nouveau Conseil communal délibère dans les trois mois de sa propre installation sur sa politique en matière de participation en aménagement du territoire :

- soit il procède au renouvellement intégral de sa commission en suivant la procédure prévue pour son installation;
- soit il propose au Gouvernement wallon la suppression de sa commission.

A défaut d'avoir statué dans ce délai, le Gouvernement wallon peut rapporter l'arrêté instituant la C.C.A.T. conformément à l'article 7, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa du Code.

##### b. en cours de mandature

Le Conseil communal dispose de la faculté de procéder en cours de mandature au renouvellement intégral de sa commission. Dans ce cas, il devra respecter toutes les formalités prévues pour l'institution d'une C.C.A.T.

#### 3. Modification partielle

##### Au sein du quart communal

En cours de mandature, il peut arriver qu'un mandat au sein du quart communal devienne vacant à la suite d'une démission, d'un décès, d'une incompatibilité ou si les conseillers communaux d'une tendance retirent leur confiance à un ou plusieurs de leurs représentants au sein du quart communal.

En ce cas, ils proposeront au Conseil communal le remplacement de ce ou de ces membres par des candidats de leur choix. Ils pourront également choisir de remplacer ou de supprimer des suppléants ou encore d'en augmenter le nombre.

Un arrêté ministériel sanctionnera la désignation de nouveaux membres du quart communal. Le Conseil communal actera, le cas échéant, les défaillances d'un ou plusieurs suppléants. Cette délibération sera soumise pour information au Gouvernement wallon.

##### Parmi les autres membres

###### • Vacance du mandat de membre

Si le mandat d'un membre devient vacant, le Conseil communal actera cette vacance et choisira son remplaçant parmi ses suppléants, dans l'ordre hiérarchique. A défaut de suppléant, le Conseil communal peut également choisir un suppléant d'un autre membre qui représente si possible le même centre d'intérêt en rapport avec ses choix formulés lors de son acte de candidature. Un arrêté ministériel sanctionnera la désignation du nouveau membre. En l'absence de suppléant, l'autorité communale doit procéder au renouvellement de sa C.C.A.T.

###### • Vacance d'un suppléant

Si le mandat d'un suppléant devient vacant, le Conseil communal actera cette vacance. Il pourra :

- soit désigner un suppléant d'un ordre hiérarchique inférieur;
- soit désigner un suppléant d'un autre membre;
- soit ne pas procéder à son remplacement.

Cette délibération sera soumise pour information au Gouvernement wallon.

Aucun arrêté ministériel ne viendra sanctionner cette décision.

Les candidats non retenus lors de l'installation de la C.C.A.T. ne seront pas versés dans une réserve de recrutement. C'est pourquoi, il est souhaitable que l'autorité communale veille à désigner un maximum de candidats en qualité de suppléants des différents membres, de manière à faciliter les procédures de modifications partielles de composition en cours de mandature.

#### 4. Dissolution de la C.C.A.T.

Soit d'initiative, soit sur proposition du Conseil communal, et après avis de la Commission régionale, le Gouvernement peut abroger l'arrêté instituant la commission communale lorsque celle-ci ne se réunit plus, fonctionne de manière irrégulière ou lorsque la décision de renouvellement visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du Code fait défaut.

En cours de mandature, lorsque le Gouvernement wallon constate que la C.C.A.T. ne remplit pas ses missions de manière régulière, il en avertira par courrier l'autorité communale et l'invitera à régulariser la situation. Si la situation n'est pas régularisée dans un délai raisonnable (environ trois mois selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat), le Gouvernement wallon pourra d'initiative procéder à la suppression de la C.C.A.T.

#### IV. FONCTIONNEMENT DE LA C.C.A.T.

##### 1. Règlement d'ordre intérieur

Le fonctionnement des C.C.A.T. est régi par un règlement d'ordre intérieur. C'est pourquoi, à l'occasion de l'institution ou du renouvellement des C.C.A.T., les autorités communales sont tenues soit d'adopter un règlement d'ordre intérieur soit de revoir l'intégralité du règlement existant afin de se conformer aux nouvelles dispositions décrétales.

##### 2. Subvention de fonctionnement

Peut bénéficier de la subvention annuelle, la commune dont la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande, de l'exercice de ses compétences conformément à l'article 252 du Code.

La demande, accompagnée du rapport d'activités de l'année écoulée, doit être introduite par le collège des Bourgmestre et Echevins auprès de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme, dans les trois premiers mois qui suivent l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

La présente circulaire abroge celle du 16 août 1993.

Fait à Namur, le 12 janvier 2001.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2001/27154]

#### 12. JANUAR 2001 — Rundschreiben

#### bezüglich der Einsetzung der kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung

#### I. GRUNDSATZ

Durch das Dekret vom 27. November 1997 sind die Regeln bezüglich der Zusammensetzung und des Verfahrens zur Einsetzung der «C.C.A.T.» (kommunale Beratungsausschüsse für Raumordnung, nachstehend Kommunalausschüsse genannt) gründlich abgeändert worden.

Unter diesen Abänderungen sind die Folgenden hervorzuheben;

- die gemeindliche Behörde ist dazu verpflichtet, innerhalb drei Monaten nach der Einsetzung des neuen Gemeinderates die völlige Erneuerung der Zusammensetzung des Kommunalausschusses zu beschließen.
- der Gemeinderat muss innerhalb zwei Monaten nach dem Abschluss des öffentlichen Aufrufs über die Zusammensetzung des Kommunalausschusses entscheiden;
- die Anzahl Mitglieder muss proportional zur Anzahl Einwohner sein;
- die gemeindlichen Behörden sind frei, für jedes Mitglied einen oder mehrere Stellvertreter zu bestellen;
- die Regierung kann den Erlass zur Einsetzung des Kommunalausschusses aufheben.

Es gibt also Anlass, den Inhalt des Rundschreibens vom 16. August 1993 abzuändern, um ihn an die neuen Bestimmungen von Artikel 7 des Gesetzbuches anzugleichen.

#### II. ZUSAMMENSETZUNG

##### 1. Anzahl Mitglieder

Die Anzahl der Mitglieder, aus denen sich der Kommunalausschuss zusammensetzt, hängt von der Bevölkerungszahl der Gemeinde am Tag der gemeindlichen Beschlussfassung bezüglich der Zusammensetzung des Kommunalausschusses ab. Die Anzahl Mitglieder bleibt unverändert, was auch die Entwicklung der Bevölkerung im Laufe der Mandatsperiode sein mag. Wenn die Gemeindebehörde jedoch im Laufe der Mandatsperiode den Ausschuss ganz erneuern möchte, hängt die Anzahl der Mitglieder von der Anzahl der Einwohner ab, die am Tag der Beschlussfassung festgestellt worden ist.

Ein Kommunalausschuss hat folgende Zusammensetzung:

- 12 Mitglieder für eine Bevölkerung unter 10.000 Einwohnern
- 16 Mitglieder für eine Bevölkerung von 10.000 bis 20.000 Einwohnern
- 20 Mitglieder für eine Bevölkerung von 20.001 bis 40.000 Einwohnern
- 24 Mitglieder für eine Bevölkerung von 40.001 bis 80.000 Einwohnern
- 28 Mitglieder für eine Bevölkerung über 80.000 Einwohner.

##### 2. Vorsitz

Der Vorsitzende wird vom Gemeinderat bezeichnet. Dieser Beschluss ist getrennt vom Beschluss zur Bezeichnung der Mitglieder und deren Stellvertreter. Diese Beschlüsse können zusammen zu Protokoll gebracht werden. Der Vorsitzende ist weder ein Mitglied noch ein Stellvertreter und darf daher nicht unter diesen aufgenommen werden. Er hat keinen Stellvertreter.

In Abwesenheit des Vorsitzenden werden die Debatten vom stellvertretenden Vorsitzenden geführt, der gemäß den Modalitäten der allgemeinen Dienstreue bezeichnet wird.

##### 3. Viertelanteil der Gemeinde

Was den Viertelanteil der Gemeinde angeht, wird in Artikel 7 das Folgende bestimmt: ein Viertel der Mitglieder des Kommunalausschusses werden vom Gemeinderat abgeordnet und sind proportional zur Vertretung von Mehrheit und Opposition im Gemeinderat verteilt; sie werden respektive durch die Gemeinderatsmitglieder der einen und der anderen Richtung ausgewählt.

Infolgedessen dürfen die Gemeinderatsmitglieder ihre Vertreter, ob Mitglieder des Gemeinderats oder nicht, nicht außerhalb ihrer eigenen politischen Richtung wählen.

Die vom Gemeinderat abgeordneten Mitglieder des Gemeinderates werden den Gemeinderatsmitgliedern gleichgestellt.

Es bestehen nur zwei Richtungen im Gemeinderat: die Mehrheit und die Opposition. Nach einer Abstimmung bezeichnen die Gemeinderatsmitglieder der Mehrheit und die Gemeinderatsmitglieder der Opposition jeweils ihre Vertreter. Der Gemeinderat billigt diese Beschlüsse. Wenn die Opposition ihre Vertreter nicht bezeichnet, ist der Kommunalausschuss trotzdem rechtsgültig eingesetzt und die Sitze bleiben unbesetzt.

Es ist wünschenswert, dass für jedes Mitglied mindestens ein Stellvertreter bezeichnet wird.

a. Berechnung des Viertelanteils der Gemeinde

Die Berechnung des Viertelanteils der Gemeinde erfolgt, ohne dass der Vorsitzende in Betracht gezogen wird, und mit der folgenden Verteilung:

Anzahl Mitglieder des Kommunalausschusses	Anzahl Gemeinderatsmitglieder bzw. deren Vertreter
12	3
16	4
20	5
24	6
28	7

Durch eine einfache Dreisatzrechnung wird diese Vertretung genau berechnet. Ist das Ergebnis der Rechnung eine Dezimalzahl, so sind die Werte zwischen 0,01 und 0,49 auf die Einheit nach unten abzurunden bzw. die Werte zwischen 0,50 und 0,99 auf die nächste Einheit aufzurunden.

b. Anzahl der Mitglieder, die innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde die Mehrheit vertreten =

$$\frac{\text{Anz. Gemeinderatsmgl. der Mehrheit}}{\text{Gesamtzahl der Gemeinderatsmgl}} \times \text{Anz. der Mgl, die den Viertelanteil der Gemeinde vertreten.}$$

c. Anzahl der Mitglieder, die innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde die Opposition vertreten =

$$\frac{\text{Anz. Gemeinderatsmgl. der Opposition}}{\text{Gesamtzahl der Gemeinderatsmgl}} \times \text{Anz. der Mgl, die den Viertelanteil der Gemeinde vertreten.}$$

Beispiel: Die Gemeinde zählt 18.000 Einwohner, der Gemeinderat hat 25 Mitglieder, von denen 17 Mitglieder die Mehrheit und 8 Mitglieder die Opposition vertreten. Es gibt 16 Mitglieder im Kommunalausschuss. Neben den eventuellen Stellvertretern besteht der Viertelanteil der Gemeinde aus 4 Mitgliedern und hat folgende Zusammensetzung:

Für die Mehrheit:

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,72 \text{ Mitglieder, d.h. 3 Mitglieder.}$$

Für die Opposition:

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ Mitglied, d.h. 1 Mitglied.}$$

4. Weitere Mitglieder

Die weiteren Mitglieder und deren eventuelle Stellvertreter werden unter den Personen bezeichnet, die ihr Bewerbungsschreiben innerhalb der beim Aufruf zum Einreichen der Bewerbungen vorgesehenen Fristen abgeben haben.

Wenn der Gemeinderat beschließt, für jedes Mitglied einen oder mehrere Stellvertreter zu bezeichnen, müssen diese möglichst die gleichen Interessen vertreten. Außerdem muss der Gemeinderat ebenfalls dafür sorgen, dass die eventuellen Stellvertreter hierarchisch geordnet werden, so dass im Falle der Abwesenheit eines Mitglieds bestimmt werden kann, welcher Vertreter über dessen Befugnisse verfügt.

Auf der Basis einer Präsentation der gesamten Bewerber durch einen oder mehrere Gemeinderatsmitglieder in öffentlicher Sitzung wählt der Gemeinderat die Mitglieder des Ausschusses. Der Gemeinderat muss dafür sorgen, dass möglichst viele Personen, die in direkter Verbindung mit dem örtlichen Leben stehen, unter die Mitglieder angenommen werden.

Die geographische Verteilung muss so ausgeglichen sein, dass möglichst alle geographischen Gebiete der Gemeinde vertreten werden.

Der repräsentative Charakter der Gruppen mit wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Interessen muss gewährleistet werden.

Der Gemeinderat kann jedoch Bewerber bezeichnen, die andere Interessen vertreten, als diejenigen, die im Dekret erwähnt sind.

Die Bestimmung der Interessen beruht auf den in den Bewerbungsschreiben vermerkten Erklärungen.

Wenn ein Verein wünscht, vertreten zu werden, kann er eine individuelle Bewerbung unterstützen; sonst vertritt das Mitglied den Sachbereich aber nicht den Verein selbst.

Es ist wünschenswert, dass die gemeindliche Behörde für die Bezeichnung einer möglichst großen Anzahl Bewerber als Stellvertreter sorgt, so dass die Zusammensetzung des Kommunalausschusses teilweise geändert werden kann (s. nachstehendes Kapitel).



Es sei auch darauf hingewiesen, dass ein Mitglied nicht gleichzeitig Stellvertreter und ein Bewerber nur Stellvertreter für ein einziges Mitglied sein darf.

#### 5. Unvereinbarkeiten

Der allgemeine Grundsatz kommt weiterhin zur Anwendung: bei einer Angelegenheit darf man nicht gleichzeitig an der Ermittlung und an der Entscheidung teilnehmen.

In Anbetracht des Nutzens für die Gemeinde, mehrere Gutachten zu versammeln, ist es angebracht, das Gutachten des Kommunalausschusses von den Gutachten der Verwaltung zu unterscheiden.

Deshalb dürfen die gesamten Beamten, die im Rahmen ihres Berufs die Akten bezüglich der Gemeinde in Sachen Raumordnung, Städtebau und Erbe untersuchen oder darüber entscheiden sollen, keine Mitglieder des Kommunalausschusses sein.

Diese Personen können jedoch vom Kommunalausschuss der Tagesordnung entsprechend als Sachverständige angerufen werden. Es gibt also keine ständigen Sachverständigen. Sie nehmen an den Beschlussfassungen nicht teil.

### III. VERFAHREN

#### 1. Einsetzung

##### a. beschluss des Gemeinderates

Der Gemeinderat beschließt, den Kommunalausschuss einzusetzen oder dessen Zusammensetzung zu erneuern und beauftragt das Kollegium mit einem öffentlichen Aufruf an die Bewerber innerhalb eines Monats nach seinem Beschluss.

##### b. öffentlicher Aufruf

###### • Frist

Das Schöffenkollegium erlässt den öffentlichen Aufruf und bestimmt dessen Frist. Diese muss lang genug sein, um möglichst viele Bewerbungen zu sammeln. Am Besten soll sie mindestens 30 Kalendertage lang sein.

###### • Bekanntmachung

Das Muster und die Abmessungen der Bekanntmachung müssen den Bestimmungen von Artikel 7, § 3, Absatz 2 des Gesetzbuches entsprechen. Die Bekanntmachung muss in drei französisch- oder gegebenenfalls deutschsprachigen Tageszeitungen veröffentlicht werden. Besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, oder eine kommunale Internet-Seite, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

###### • Bewerbungsschreiben

Die Bewerbungsschreiben müssen innerhalb der Frist des öffentlichen Aufrufs per Einschreiben an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet, beim Gemeindesekretär gegen Abnahmebescheinigung abgegeben oder per E-Mail geschickt werden.

Auf den Bewerbungsschreiben sind mindestens der Wohnsitz des Bewerbers sowie die (sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen) Interessen, die er vertreten möchte, anzuführen.

Der Vorsitzende und die Mitglieder, die den Viertelanteil der Gemeinde vertreten, sind nicht verpflichtet, eine Bewerbung einzureichen.

Der Gemeindesekretär stellt eine chronologisch geordnete Liste der eingereichten Bewerbungen auf. Bei der Bezeichnung der effektiven und stellvertretenden Mitglieder durch den Gemeinderat wird diese Liste der Akte beigelegt.

###### • Verlängerung des öffentlichen Aufrufs

Die Frist für den öffentlichen Aufruf kann verlängert werden. In diesem Fall muss die Gemeindebehörde dafür sorgen, dass die vorgeschriebenen Formalitäten für die Bekanntmachung wieder beachtet werden, und diese Verlängerung sofort nach Ablauf der Frist für den vorherigen Aufruf beginnen lassen.

##### c. Wahl der Mitglieder

Der Gemeinderat hat zwei Monate nach Ablauf des öffentlichen Aufrufs, um die Mitglieder zu wählen.

#### 2. Erneuerung

##### a. Nach den Wahlen

Wenn ein Kommunalausschuss schon besteht, beschließt der neue Gemeinderat innerhalb drei Monaten nach seiner eigener Einsetzung über seine Politik bezüglich der Mitsprache in Sachen Raumordnung:

- Entweder nimmt er eine vollständige Erneuerung des Ausschusses vor und befolgt dabei das Verfahren, das für seine Einsetzung vorgesehen ist;

- Oder er schlägt der Regierung die Auslösung dieses Ausschusses vor.

Falls er innerhalb dieser Frist keine Entscheidung getroffen hat, kann die Wallonische Regierung aufgrund von Artikel 7 § 2 Absatz 2 den Erlass zur Einsetzung des Kommunalausschusses aufheben.

##### b. Im Laufe der Mandatsperiode

Der Gemeinderat hat die Möglichkeit, im Laufe der Mandatsperiode die vollständige Erneuerung seines Ausschusses vorzunehmen. In diesem Fall muss er alle Formalitäten beachten, die für die Einsetzung eines Kommunalausschusses vorgesehen sind.

#### 3. Teiländerung

##### Innerhalb des Viertelanteils der Gemeinde

Im Laufe der Mandatsperiode kann es vorkommen, dass ein Mandat im Gemeinderat frei wird, sei es infolge eines Rücktritts, eines Todesfalls, einer Unvereinbarkeit oder weil die Gemeinderatsmitglieder einer politischen Richtung einem oder mehreren ihrer Vertreter im Viertelanteil der Gemeinde ihr Vertrauen entziehen.

In einem solchen Fall schlagen sie dem Gemeinderat vor, dieses bzw. diese Mitglieder durch die von ihnen auserwählten Bewerber zu ersetzen. Sie können sich ebenfalls dafür entscheiden, Stellvertreter zu ersetzen oder abzusetzen, oder deren Anzahl zu steigern.

Die Bezeichnung neuer Mitglieder im Viertelanteil der Gemeinde wird durch einen Ministerialerlass sanktioniert. Gegebenenfalls wird der Gemeinderat Versäumnisse eines oder mehrerer Stellvertreter zu Protokoll bringen.

Dieses Protokoll wird der Wallonischen Regierung zur Information übermittelt.

Unter den weiteren Mitgliedern

- Das Mandat eines Mitglieds wird frei

Wenn das Mandat eines Mitglieds frei wird, bringt der Gemeinderat dies zu Protokoll und wählt seinen Nachfolger nach der hierarchischen Folge unter den Stellvertretern. In Ermangelung eines Stellvertreters kann der Gemeinderat ebenfalls den Stellvertreter eines anderen Mitglieds wählen, der möglichst die gleichen Interessen nach den in dem Bewerbungsschreiben ausgedrückten Richtungen vertritt. Die Bezeichnung des neuen Mitglieds wird durch einen Ministerialerlass sanktioniert. In Ermangelung eines Stellvertreters muss die Gemeindebehörde den Kommunalausschuss erneuern.

- Das Mandat eines Stellvertreters wird frei

Wenn das Mandat eines Stellvertreters frei wird, bringt der Gemeinderat dies zu Protokoll. Er kann:

— entweder einen Stellvertreter bezeichnen, der eine niedrigere Stellung in der hierarchischen Reihenfolge innehat;

— oder den Stellvertreter eines anderen Mitglieds bezeichnen;

— oder ihn nicht ersetzen.

Dieses Protokoll wird der Wallonischen Regierung zur Information übermittelt. Dieser Beschluss wird durch keinen Ministerialerlass sanktioniert.

Die bei der Einsetzung des Kommunalausschusses nicht auserwählten Bewerber werden nicht in eine Anwerbungsreserve aufgenommen. Deshalb ist es wünschenswert, dass die Gemeindebehörde möglichst viele Bewerber als Stellvertreter für die verschiedenen Mitglieder bezeichnet, so dass das Verfahren für Teiländerungen der Zusammensetzung im Laufe der Mandatsperiode erleichtert wird.

**4. Auflösung des Kommunalausschusses**

Die Regierung kann, entweder aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des Gemeinderates, nach Stellungnahme des Regionalausschusses für Raumordnung, den Erlass zur Einsetzung des Kommunalausschusses aufheben, wenn dieser nicht mehr zusammenkommt, nicht ordnungsmäßig arbeitet, oder wenn der Beschluss zur Erneuerung im Sinne von Artikel 1 des Gesetzbuches nicht gefasst wird.

Wenn die Regierung im Laufe der Mandatsperiode feststellt, dass der Kommunalausschuss seine Aufgaben nicht ordnungsmäßig erfüllt, benachrichtigt sie die Gemeindebehörde schriftlich und fordert sie auf, die Lage in Ordnung zu bringen. Wird diese innerhalb einer vernünftigen Frist nicht geregelt (d.h. nach der ständigen Rechtsprechung des Staatsrates circa drei Monate), kann die Wallonische Regierung aus eigener Initiative den Kommunalausschuss auflösen.

**IV. ARBEITSWEISE DES KOMMUNALAUSCHUSSES**

**1. Allgemeine Dienstordnung**

Die Arbeitsweise des Kommunalausschusses wird durch eine allgemeine Dienstordnung geregelt. Deshalb müssen die Gemeindebehörden bei der Einsetzung oder Erneuerung der Kommunalausschüsse entweder eine allgemeine Dienstordnung festlegen oder die völlige Revision der bestehenden Dienstordnung vornehmen, um die neuen Dekretsbestimmungen einzuhalten.

**2. Funktionszuschuss**

Eine Gemeinde hat Anspruch auf den jährlichen Funktionszuschuss, wenn sein Kommunalausschuss nachweist, dass er im Laufe des Jahres vor dem Antrag seine Aufgaben gemäß Artikel 252 des Gesetzbuches erfüllt hat.

Der Antrag ist innerhalb der ersten drei Monate nach dem Jahr, für welches der Zuschuss beantragt wird, zusammen mit einem Tätigkeitsbericht bezüglich des abgelaufenen Jahres durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes einzureichen.

Durch das vorliegende Rundschreiben wird das Rundschreiben vom 16. August 1993 aufgehoben.

Namur, den 12. Januar 2001

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2001/27154]

**12 JANUARI 2001. — Omzendbrief**

**betreffende de installatie van de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening**

**I. GRONDSTELLING**

De regels voor de samenstelling en de procedure voor de oprichting van de « CCAT » (Gemeentelijke adviescommissies voor Ruimtelijke Ordening) werden bij het decreet van 27 november 1997 aanzienlijk gewijzigd.

De nadruk moet op de volgende wijzigingen worden gelegd :

— de verplichting die de gemeenteoverheid werd opgelegd om te beslissen de samenstelling van de « CCAT » binnen drie maanden na de installatie van de nieuwe gemeenteraad volledig te vernieuwen;

— de verplichting die de gemeenteraad werd opgelegd om binnen twee maanden na het einde van de openbare oproep over de samenstelling van de gemeentelijke commissie te beraadslagen;

- een opgelegd aantal leden naar gelang het aantal inwoners;
- het recht van de gemeenteoverheid om al dan niet voor ieder lid in één of meerdere plaatsvervangers te voorzien;
- de mogelijkheid voor de Waalse Regering om het besluit tot oprichting van de « CCAT » op te heffen.

Bijgevolg is het aangewezen de inhoud van de omzendbrief van 16 augustus 1993 te herzien om hem met de nieuwe bepalingen van artikel 7 van het wetboek te laten overeenkomen.

## II. SAMENSTELLING

### 1. Aantal leden

Het aantal leden van de CCAT hangt af van het bevolkingscijfer van de gemeente op de datum van de gemeentelijke beraadslaging over de samenstelling van de « CCAT ». Het aantal leden blijft onveranderd ongeacht de evolutie van de bevolking tijdens de duur van de mandaten. Indien de gemeenteoverheid, tijdens de duur van de mandaten, haar commissie volledig wenst te vernieuwen, hangt het aantal leden af van het op de datum van de beraadslaging bepaalde aantal inwoners.

Een « CCAT » bestaat uit :

- 12 leden voor een bevolking van minder dan 10.000 inwoners;
- 16 leden voor een bevolking van 10.000 tot 20.000 inwoners;
- 20 leden voor een bevolking van 20.001 tot 40.000 inwoners;
- 24 leden voor een bevolking van 40.001 tot 80.000 inwoners;
- 28 leden voor een bevolking van meer dan 80.000 inwoners.

### 2. Voorzitterschap

De voorzitter wordt door de gemeenteraad aangewezen, bij een andere beslissing dan die waarbij de leden en plaatsvervangende leden aangewezen worden. Deze beslissingen kunnen in dezelfde beraadslaging worden aangetekend. De voorzitter is lid noch plaatsvervangend lid en mag bijgevolg niet meegerekend worden. Hij heeft geen plaatsvervanger.

Bij ontstentenis van de voorzitter worden de debatten geleid door de ondervoorzitter die volgens de modaliteiten van het huishoudelijk reglement wordt aangewezen.

### 3. Gemeentevierde

Wat het gemeentevierde betreft, wordt in artikel 7 bepaald dat de gemeentelijke commissie voor één vierde uit door de gemeenteraad afgevaardigde leden bestaat. Deze worden verdeeld naar evenredigheid van de vertegenwoordiging van de meerderheid en de oppositie binnen de gemeenteraad en worden gekozen door de respectievelijke gemeenteraadsleden van beide politieke richtingen.

Bijgevolg mogen de gemeenteraadsleden hun vertegenwoordigers niet buiten hun politieke richting kiezen ongeacht ze lid zijn van de gemeenteraad. De afgevaardigden van de gemeenteraad worden gelijkgesteld met gemeenteraadsleden.

Binnen de gemeenteraad bestaan alleen maar twee groepen : de meerderheid en de oppositie.

Na een stemming wijzen de gemeenteraadsleden van de meerderheid enerzijds en van de oppositie anderzijds, hun respectievelijke vertegenwoordigers aan. Deze beslissingen worden vervolgens door de gemeenteraad bekrachtigd. Indien de oppositie haar vertegenwoordigers niet aanwijst, wordt de « CCAT » geldig samengesteld en blijven de plaatsen openstaand.

Het is aangewezen minstens één plaatsvervanger aan ieder lid toe te voegen.

#### a. Berekening van het gemeentevierde

Voor de berekening van het gemeentevierde komt de voorzitter niet in aanmerking. De berekening gebeurt als volgt :

Aantal leden van de « CCAT »	Aantal gemeenteraadsleden of hun afgevaardigden
12	3
16	4
20	5
24	6
28	7

Een gewone regel van drieën zal voor de juiste afrekening van deze vertegenwoordiging zorgen. Wanneer de uitslag van de berekening een getal met decimalen is, moeten de waarden van 0,01 tot en met 0,49 op een hele eenheid naar beneden worden afgerond en de waarden van 0,50 tot en met 0,99 op een hele eenheid naar boven.

**b. het aantal leden die de meerderheid in het gemeentevierde vertegenwoordigen =**

aantal gemeenteraadsleden van de meerderheid

-----  
totaal aantal gemeenteraadsleden

× aantal leden die het gemeentevierde vertegenwoordigen.

**c. het aantal leden die de oppositie in het gemeentevierde vertegenwoordigen =**

aantal gemeenteraadsleden van de oppositie

-----  
totaal aantal gemeenteraadsleden

× aantal leden die het gemeentevierde vertegenwoordigen.



voorbeeld : de gemeente telt 18.000 inwoners, de gemeenteraad bestaat uit 25 leden, onder wie 17 leden de meerderheid vertegenwoordigen en 8 leden de oppositie. De CCAT bestaat uit 16 leden. Naast de eventuele plaatsvervangers telt het gemeentevierde dus 4 leden en wordt samengesteld als volgt :

voor de meerderheid :

$$\frac{17}{25} \times 4 = 2,72 \text{ leden of 3 leden.}$$

voor de oppositie :

$$\frac{8}{25} \times 4 = 1,28 \text{ lid of 1 lid.}$$

#### 4. Andere leden

De andere leden en hun eventuele plaatsvervangers worden gekozen onder de personen die zich kandidaat hebben gesteld binnen de in de openbare oproep bepaalde termijn.

Indien de gemeenteraad beslist één of meerdere plaatsvervangers aan ieder lid toe te voegen, moeten deze laatsten zo mogelijk dezelfde belangen behartigen. Bovendien zal de gemeenteraad ervoor zorgen dat de eventuele plaatsvervangers hiërarchisch worden gerangschikt om de plaatsvervanger te kunnen identificeren die over de prerogatieven van het lid tijdens diens afwezigheid zal beschikken.

Onder alle tijdens een openbare vergadering door één of meerdere gemeenteraadsleden voorgedragen kandidaten kiest de gemeenteraad de leden van de commissie.

De gemeenteraad moet ervoor zorgen dat een zo groot mogelijk aantal leden een rechtstreekse band met de plaatselijke leefgemeenschap hebben.

De geografische verspreiding moet evenwichtig zijn zodat alle geografische entiteiten in de mate van het mogelijke vertegenwoordigd worden.

De economische, sociale en leefmilieubelangen moeten behartigd worden.

De gemeenteraad kan evenwel kandidaten aanwijzen die andere belangen dan die bedoeld in het decreet zullen behartigen.

De belangen worden bepaald naar gelang de opgaven in de kandidaatstellingen.

Indien een vereniging wenst vertegenwoordigd te worden, kan ze een persoonlijke kandidaatstelling steunen, anders zal het lid het belang zelf behartigen in plaats van de vereniging te vertegenwoordigen.

Het is aangewezen dat de gemeenteoverheid ervoor zorgt zo veel mogelijke kandidaten als plaatsvervanger aan te wijzen om de gedeeltelijke wijzigingen in de samenstelling van de « CCAT » mogelijk te maken (zie verder). Hierbij dient er ook op gewezen te worden dat een lid niet tegelijk plaatsvervanger kan zijn en dat een kandidaat de plaatsvervanger van één enkel lid moet zijn.

#### 5. Onverenigbaarheid

Het feit dat een zaak niet door dezelfde persoon onderzocht en berecht kan worden, geldt steeds als algemeen beginsel.

Aangezien de gemeente er belang bij heeft om verscheidene adviezen in te winnen, is het aangewezen het advies van de « CCAT » te onderscheiden van de door besturen uitgebrachte adviezen.

Bijgevolg mogen de ambtenaren die, in het kader van hun beroep, dossiers in verband met de gemeente moeten behandelen of een beslissing daarover moeten nemen inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, geen lid zijn van de « CCAT ».

Deze personen kunnen evenwel naar gelang de agenda door de « CCAT » als deskundigen worden opgeroepen. Er zijn dus geen permanente deskundigen die ook niet aan de beraadslagingen mogen deelnemen.

### III. PROCEDURE

#### 1. Oprichting

##### a. beslissing van de gemeenteraad

De gemeenteraad beslist de « CCAT » op te richten of te vernieuwen en belast het college met een openbare oproep die binnen één maand na de beslissing opgemaakt moet worden.

##### b. openbare oproep

###### • termijn

Het college van burgemeester en schepenen stelt de openbare oproep op en bepaalt de daaraan verbonden termijn. De termijn zal voldoende zijn om zo veel mogelijke kandidaatstellingen mogelijk te maken. Op ideale wijze zou deze termijn minimum 30 kalenderdagen bedragen.

###### • Wijze van bekendmaking

Het model en de afmetingen moeten met de bepalingen van artikel 7, § 3, tweede lid van het wetboek overeenstemmen. Het bericht moet naar gelang het geval in drie Franstalige of Duitstalige dagbladen worden bekendgemaakt. Het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld of op een gemeentelijke website.

###### • Kandidaatstelling

De kandidaatstellingen moeten, binnen de termijnen van de openbare oproep, bij aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen gericht worden, bij de Gemeentesecretaris tegen ontvangstbewijs ingediend worden of via e-mail gestuurd worden.

In de kandidaatstelling zullen minstens de woonplaats alsmede de (sociale, economische, patrimoniale en leefmilieu-) belangen die de kandidaat wenst te behartigen, worden vermeld.

De voorzitter en de leden die het gemeentevierde vertegenwoordigen hoeven zich niet kandidaat te stellen.

De gemeentesecretaris maakt een chronologische lijst op van de kandidaatstellingen, die bij het dossier gevoegd zal worden wanneer de leden en plaatsvervangers door de gemeenteraad aangewezen worden.

###### • Verlenging van de openbare oproep

De termijn voor de openbare oproep kan verlengd worden.

In dat geval zorgt de gemeenteoverheid ervoor dat de voorschriften voor de bekendmaking opnieuw in acht worden genomen en laat ze deze verlenging vanaf het einde van de voorgaande oproep beginnen.

a. keuze van de leden

De gemeenteraad moet de leden binnen twee maanden na het einde van de openbare oproep kiezen.

2. Vernieuwing

a. na verkiezingen

Indien een « CCAT » reeds bestaat, beslist de nieuwe gemeenteraad binnen drie maanden na zijn eigen installatie over zijn beleid inzake deelneming in ruimtelijke ordening :

- ofwel vernieuwt hij zijn commissie volledig op grond van de voor de installatie ervan bepaalde procedure;
- ofwel stelt hij de Waalse Regering voor zijn commissie af te schaffen.

Bij gebreke aan een beslissing binnen de bepaalde termijn kan de Waalse Regering het besluit tot oprichting van de « CCAT » intrekken overeenkomstig artikel 7, § 2, 2de lid, van het wetboek.

b. tijdens de duur van de mandaten

De gemeenteraad kan tijdens de duur van de mandaten tot de volledige vernieuwing van zijn commissie overgaan. In dit geval zal hij alle formaliteiten voor de oprichting van een « CCAT » in acht moeten nemen.

3. Gedeeltelijke wijziging

Binnen het gemeentevierde

Tijdens de duur van de mandaten kan een mandaat binnen het gemeentevierde openvallen ingevolge een ontslag, een overlijden, een onverenigbaarheid of indien één of meerdere vertegenwoordigers van de gemeenteraadsleden van een politieke richting binnen het gemeente vierde het vertrouwen van deze gemeenteraadsleden niet meer krijgen.

In dit geval stellen de gemeenteraadsleden de gemeenteraad voor dit lid of deze leden te vervangen door kandidaten die ze zelf hebben gekozen. Zij zullen ook plaatsvervangers kunnen vervangen of weglaten of hun aantal vergroten.

Bij ministerieel besluit zal de aanwijzing van nieuwe leden van het gemeentevierde bekrachtigd worden.

De gemeenteraad zal, in voorkomend geval, akte nemen van het in gebreke blijven van één of meerdere plaatsvervanger(s).

Deze beraadslaging zal ter informatie aan de Waalse Regering worden voorgelegd.

Onder de andere leden

- Openstaand mandaat als lid

Indien het mandaat van een lid openstaat, neemt de gemeenteraad hiervan akte en kiest hij de vervanger hiërarchisch onder zijn plaatsvervangers. Bij gebreke aan plaatsvervanger kan de gemeenteraad ook een plaatsvervanger van een ander lid kiezen, dat in de mate van het mogelijke hetzelfde belang behartigt in verband met de keuze die hij bij zijn kandidaatstelling heeft geuit. De aanwijzing van het nieuwe lid wordt bij ministerieel besluit bekrachtigd. Bij ontstentenis van de plaatsvervanger moet de gemeenteoverheid overgaan tot de vernieuwing van haar « CCAT ».

- Openstaand mandaat als plaatsvervanger

Indien het mandaat van een plaatsvervanger openstaat, neemt de gemeenteraad hiervan akte. Hij zal :

- ofwel een plaatsvervanger aanwijzen die hiërarchisch lager gerangschikt is;
- ofwel een plaatsvervanger van een ander lid aanwijzen;
- ofwel niet tot zijn vervanging overgaan.

Deze beraadslaging zal ter informatie aan de Waalse Regering worden voorgelegd.

Deze beslissing wordt niet bij ministerieel besluit bekrachtigd.

De kandidaten die bij de installatie van de « CCAT » niet in aanmerking werden genomen, zullen niet in een wervingsreserve worden opgenomen. Daarom is het wenselijk dat de gemeenteoverheid zo veel mogelijk kandidaten aanwijst als plaatsvervanger van de verschillende leden om de procedures voor de gedeeltelijke wijzigingen in de samenstelling tijdens de duur van de mandaten in de hand te werken.

4. Ontbinding van de « CCAT »

Ofwel op eigen initiatief ofwel op voordracht van de gemeenteraad, en na advies van de gewestelijke Commissie kan de Waalse Regering het besluit tot oprichting van de gemeentelijke commissie opheffen wanneer deze commissie niet meer bijeenkomt, onregelmatig werkt of wanneer de in het eerste lid van het wetboek bedoelde beslissing tot vernieuwing niet wordt genomen.

Indien de Waalse Regering tijdens de duur van de mandaten vaststelt dat de « CCAT » haar opdrachten niet regelmatig vervult, richt ze een schrijven aan de gemeenteoverheid om haar op de hoogte ervan te brengen en verzoekt ze haar om de toestand te regulariseren.

Indien de toestand binnen een redelijke termijn (ongeveer 3 maanden volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State) niet geregulariseerd is, zal de Waalse Regering op eigen initiatief tot de ontbinding van de « CCAT » kunnen overgaan.

**IV. WERKING VAN DE « CCAT »**

1. Huishoudelijk reglement

De werking van de « CCAT »'s wordt in een huishoudelijk reglement geregeld. Daarom dienen de gemeenteoverheden, bij de oprichting of de vernieuwing van de « CCAT »'s, ofwel een huishoudelijk reglement aan te nemen ofwel het bestaande reglement volledig te herzien om de nieuwe decreetsbepalingen in acht te nemen.

2. Werkingsstoelage

De gemeente waarvan de gemeentelijke commissie kan aantonen dat ze, overeenkomstig artikel 252 van het wetboek, haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag, komt voor een jaarlijkse subsidie in aanmerking.

De aanvraag, waarbij het activiteitenverslag van het afgelopen jaar gevoegd is, wordt door het college van burgemeester en schepenen bij de Afdeling Inrichting en Stedenbouw ingediend binnen de eerste drie maanden na het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd.

Bij deze omzendbrief wordt de omzendbrief van 16 augustus 1993 opgeheven.

Opgemaakt te Namen, 12 januari 2001.